



利氏學社

Institut Ricci

Centre d'études chinoises

Peut-on encore sauver les universités chinoises ?

中国的大学还有救吗？

Zhang Ming 张鸣

Professeur à l'université Renda (人民大学)

Article paru dans le *Southern Metropolis Daily* 南方都市报 le 23 mars 2010.

sur internet : <http://view.news.qq.com/a/20110506/000034.htm>

Traduction et notes : François Hominal et Michel Masson

Dans la Chine d'aujourd'hui, les divisions [politiques] entre droite et gauche sont profondes. Mais s'il y a un point sur lequel les deux côtés se rejoignent, c'est bien pour convenir que nos universités sont en difficulté. Ce que l'on appelle « la question de Qian Xuesen¹ » est en fait

¹ Qian Xuesen 钱学森 (1911-2009), aérodynamicien de renom, qui enseigna aux Etats-Unis de 1935 à 1949, il est le père de l'aéronautique chinoise. Quelques années avant sa mort en 2009, il a posé une question devenue célèbre : « Pourquoi nos écoles n'arrivent-elles pas à produire des talents ? »

Le coin des penseurs

N° 12 – Octobre 2012

une question que beaucoup se posent dans notre pays à propos de l'éducation. Et pourtant, de question en question, de doute en doute, nos universités ont continué à dégingoler et la désescalade est rapide.

Si, dans le passé, j'avais le sentiment que nos universités étaient comme le « *yamen*² », nos universités sont aujourd'hui plus « *yamen* » que les « *yamen* » l'étaient. Maintes et maintes fois, les journalistes m'ont demandé lequel des universités chinoises ou du football a le plus de perspectives d'avenir³ ? Je réponds toujours « le football chinois ! ».

Bien sûr, il y a de l'amertume dans cette réponse. Les universités chinoises, au point où elles en sont aujourd'hui, sont en fait très similaires au football chinois, la raison en étant l'« industrialisation »⁴ qu'induisent les organismes bureaucratiques. Le résultat a été la création de groupes d'intérêt gigantesques. Nos universités sont en fait devenues des sanctuaires dont tirent profit différents groupes d'intérêts liés à l'éducation. Ce n'est qu'en perpétuant la bureaucratie qu'ils peuvent garantir les profits de leurs propres groupes aussi grassement que possible. Et ce n'est qu'avec la monopolisation continue du secteur de l'éducation qu'ils peuvent s'assurer de la survie de leurs institutions hautement bureaucratiques. Ainsi, peu importe ce que les autres disent à ce sujet, ironiques et méprisants, ils restent imperméables, déterminés à protéger leurs prérogatives.

La seule issue possible pour les universités chinoises, c'est la réforme. La raison centrale pour laquelle les universités étaient bien gérées du temps de la République⁵, était qu'elles reposaient sur trois pieds : coexistaient des universités nationales, des universités privées et des universités confessionnelles. Les universités nationales, comme l'université de Pékin et l'université Qinghua n'étaient pas mauvaises ; les universités privées de Nankai (Tianjin) et de Xiamen étaient aussi d'un bon niveau. En ce qui concerne les écoles confessionnelles, même si leurs noms ne nous sont plus familiers, elles étaient pratiquement toutes de bonnes universités. Au nord de la Chine, l'université Yanjing, l'université Furen, le Peking Union Medical College, le long du Yangtze, les collèges Jinling, St John, Zhijiang ainsi que l'université Huazhong et l'université Lingnan de Canton : de toutes ces universités laquelle dans l'histoire de l'enseignement supérieur en Chine, n'a pas eu une renommée éclatante ? Et, même si les universités confessionnelles avaient de fortes connotations religieuses au commencement, celles-ci se sont nettement atténuées après le mouvement du 4 mai ; elles ont été ensuite complètement sécularisées et ne pouvaient guère être distinguées des universités nationales et privées.

Tout le monde sait que nos universités ne sont pas la quintessence de la culture chinoise, mais plutôt des produits importés. Même si le Peking Educational College a été fondé assez tôt (1898), ceux qui ont véritablement entrepris les activités d'enseignement supérieur en Chine

² L'auteur suggère que les fonctionnaires travaillaient en étant surtout préoccupés de leur propre enrichissement.

³ Le football en Chine est renommé pour sa faiblesse et son haut niveau de corruption.

⁴ « Industrialisation » traduit le mot « 产业化 ». Vers la fin du texte, il en est donné une définition : « d'un côté, on reçoit des services, de l'autre, on paie ».

⁵ Il s'agit des années entre 1911 et 1949.

Le coin des penseurs

N° 12 – Octobre 2012

étaient des étrangers. Pour les Chinois, la fondation des universités a été un processus d'apprentissage, pour certains hors de Chine, pour d'autres chez nous.

La compétition venant des écoles confessionnelles fut décisive. Les principes de l'autonomie universitaire, de la liberté académique et de la gouvernance des universités par le corps professoral sont le résultat d'expériences accumulées au cours des ans dans le monde universitaire en dehors de Chine ; ainsi ont été mises en place des pratiques qui doivent être respectées par toute université qui veut exceller. A l'ère républicaine, il y avait bien les autorités gouvernementales qui ont cherché à s'immiscer dans les universités, et il y avait des universités privées mues par l'appât du gain. Mais, avec la compétition, ces cas n'ont pas changé le climat global de l'enseignement supérieur.

Du temps de la République, la Chine a également connu beaucoup d' « universités marron », d'« usines à diplômes », spécialement destinées à ceux qui avaient surtout besoin de diplômes. Mais ces universités ont été largement ignorées, comme si elles n'existaient même pas. Ceux qui ont fondé les universités, peu importe qui ils étaient, et qui ne cherchaient qu'à bien gérer leur institution, devaient simplement se conformer aux pratiques établies. A cette époque-là, des universités ont été fondées par des seigneurs de guerre, telles que l'université du Nord-Est fondée par Zhang Xueliang⁶, l'université Dong Lu (qui deviendra plus tard l'Université du Yunnan) par Tang Jiyao⁷ et l'université du Hebei fondée par Cao Kun⁸ ; elles ont réussi à être passables, parce qu'ils sont en grande partie parvenus à les renforcer en s'en tenant aux pratiques établies et non à leurs volontés.

La tradition universitaire républicaine n'existe plus depuis longtemps. Cependant aujourd'hui, l'administration des universités en Chine se doit de s'aligner sur les méthodes des pays avancés. Si fondamentalement, nous refusions ces bonnes pratiques, il suffirait d'insister sur nos caractéristiques propres⁹, pour devoir aujourd'hui établir des académies impériales à l'ancienne et non des « universités ». Les disciplines académiques, selon les anciens canons, sont les Classiques, l'histoire, les maîtres à penser et la littérature, et non pas les sciences, l'ingénierie et le droit. Nos étudiants n'auraient pas à étudier de langues étrangères. Et bien sûr, les chercheurs n'auraient pas à se préoccuper du SCI (Science Citation Index)¹⁰.

La situation où nous nous trouvons maintenant, c'est que nous avons fait la moitié du chemin de l'adaptation, mais nous ne nous conformons pas aux pratiques internationales établies : en réalité, c'est cela qui est encore plus redoutable. Nous parlons de science, mais pas de liberté

⁶ Zhang Xueliang 张学良 (1901-2001), important seigneur de la guerre du nord-est de la Chine.

⁷ Tang Jiyao 唐继尧 (1883-1927), gouverneur de province, membre du Guomindang.

⁸ Cao Kun 曹锟 (1862-1938), seigneur de la guerre, fut un temps président de la République de Chine (1923-1924).

⁹ Les autorités chinoises font appel à ces caractéristiques uniques de la Chine dans des expressions du type « socialisme aux couleurs chinoises », « démocratisation aux couleurs chinoises », etc... pour donner d'autres contenus aux idées et concepts que ceux qu'ils ont communément.

¹⁰ Il s'agit d'une base de données bibliographique composée de citations entre les publications, autorisant l'utilisateur à établir aisément quels documents récents ont cité des documents antérieurs. C'est une sorte de mesure de l'influence de la recherche académique.

Le coin des penseurs

N° 12 – Octobre 2012

de la science. Nous cherchons à avoir nos travaux cités dans le SCI, mais sans nous préoccuper de ce qu'est vraiment la contribution des universités. En Chine, gérer une université, c'est gérer un organisme gouvernemental.

Avec de telles universités, quelle que soit leur surface bâtie, quels que soient les équipements dont elles sont dotées, finalement tout cela ne servira pas à grand-chose. Nos universités qualifiées d'universités généralistes ne peuvent même pas fournir les talents que demandent les progrès de la production.

Aussi, si nous voulons que les universités soient utiles, il faut encore rejoindre les pratiques [internationales] établies, comme l'Université des sciences et techniques Nanfang de Shenzhen, gérée en se conformant rigoureusement à l'Université des sciences et techniques de Hong Kong.

Cependant, à l'heure actuelle, encourager les universités à imiter l'Université des sciences et techniques Nanfang est irréaliste. En raison du contrôle monopolistique du secteur de l'éducation, et quel que soit son niveau de décomposition, tant que les Chinois n'auront pas tous la capacité d'y envoyer leurs enfants, les universités continueront à avoir un marché, et, partant, elles pourront sauvegarder leurs intérêts et n'auront aucune incitation à se réformer. Aussi la seule manière de sortir de cette impasse, c'est la réforme.

Ce n'est pas seulement de plus d'universités exceptionnelles comme l'université Nanfang que nous avons besoin. Il nous faut avoir toute latitude pour pouvoir ouvrir des universités privées de haut niveau (à la différence de ce qui existe aujourd'hui, où les capitaux privés ne sont admis que pour les institutions d'éducation de moins bon niveau), y compris des capitaux étrangers ou venant des Eglises. Les universités aux affiliations religieuses qui existaient autrefois devraient revenir. Si l'on craint de perdre le contrôle politique, cette question se résout facilement par la promulgation par le gouvernement de règlements régissant ces institutions.

Comme chacun sait, la Chine a fait de grandes réalisations sur le plan économique ces dernières années, et cela est dû à la politique de réforme et d'ouverture. Mais en fait, ce que l'on appelle réforme a une prémisses, l'ouverture. Sans ouverture, pas de réforme. Si nous n'allons pas voir ailleurs, si nous ne sommes pas prêts à recevoir de l'étranger ce qui serait utile, il ne sera pas question de marchandisation en Chine, il n'y aura pas moyen de construire un système d'entreprise moderne.

La marchandisation n'est pas à craindre, pas plus que l'«industrialisation»; ce qui est à craindre, c'est un marché ou une «industrialisation» dépourvus de règles. Le problème actuel de l'économie chinoise est que des monopoles continuent à exister dans bon nombre de secteurs, ainsi que le contrôle du pouvoir par une main visible, toutes choses qui doivent être les objectifs des réformes à venir. En ce qui concerne les universités, le problème le plus sérieux est, dans toutes ces entreprises, une gestion monopolistique bureaucratifiée ; ce type de gestion est précisément le criminel numéro un que nous avons à affronter. C'est aussi pourquoi beaucoup de gens ont le sentiment que nos universités aujourd'hui ne sont pas aussi bonnes que du temps de l'époque de l'économie planifiée.

Le coin des penseurs

N° 12 – Octobre 2012

Si on les compare avec le niveau moyen des revenus, les frais de scolarité aujourd'hui sont relativement élevés. Autrement dit, que les autorités des universités l'admettent ou non, le degré d'«industrialisation» de l'enseignement supérieur est déjà assez élevé ; d'un côté on reçoit des services, de l'autre on paie. La raison pour laquelle la qualité des services rendus de cette manière est déplorable est que cette gestion monopolistique hiérarchisée s'accorde avec les concours nationaux, qui fonctionnent comme les examens impériaux ; il y a un seul magasin, il n'a pas de succursales ; les gens ne peuvent que comparer la corruption avec la corruption, chercher au sein de la corruption ce qui est moins corrompu,

Il n'y a rien à craindre de l'«industrialisation» [des services d'éducation]. Ce qui est effrayant, c'est, après avoir payé, de ne pas obtenir le service dû. Pour l'enseignement universitaire, cela signifie que les étudiants ne parviennent pas à acquérir ce qu'ils attendent : des connaissances et la formation de leurs capacités et aptitudes, pour leur permettre de trouver un emploi sur le marché du travail ; ils n'ont pratiquement aucun moyen de s'y adapter.

Si, comme certains le disent, nos universités sont encore des forteresses de l'économie planifiée, il y a encore à faire des réformes ; il suffirait d'un simple effet de levier administratif pour faire sauter les verrous. Mais les universités d'aujourd'hui sont déjà devenues des entreprises monopolistes qui possèdent un pouvoir officiel ; le seul moyen de les faire progresser, c'est encourager l'ouverture et renverser les tendances en adoptant des éléments venant de l'extérieur.

En effet, même si sur le monde de l'enseignement plane une épaisse odeur de mort, il faut reconnaître qu'il s'y est produit, comme dans les autres secteurs, de nombreux changements au cours des réformes des trente dernières années. Pousser plus loin la réforme, c'est être confronté à cet immense mur retranché des intérêts. Le seul instrument qui pourra le faire tomber, c'est l'ouverture.

Suite à la lecture de cet article, vous souhaitez réagir...

Ecrivez-nous à :

<mailto:coindespenseurs@institutricci.org>